

dial de blé au cours des cinq prochaines années atteindra peut-être une moyenne annuelle de 825 millions de boisseaux, comparativement à 900 millions au cours des années qui ont suivi la seconde Grande Guerre et à 550 millions au cours des années qui l'ont précédée. Il est indubitable que la production de blé a grandement augmenté dans le monde. En outre, il est vrai que nous avons pu écouler ce que nous avons produit depuis la fin de la guerre; ce qui a suscité beaucoup d'inquiétude c'est le fait qu'une forte partie des exportations de blé dans le monde résultait d'aide de l'État.

Les données statistiques démontrent, je pense, qu'au moins le tiers de toutes les ventes de blé dans le monde après la guerre ont été payées en vertu de programmes d'aide de l'État. Les États-Unis, qui sont les principaux exportateurs de notre catégorie, ont écoulé 55 p. 100 de leur blé grâce à des mesures d'assistance directe de l'État. C'est pourquoi les producteurs canadiens craignent beaucoup la disparition de tout accord et n'aimeraient guère avoir à s'en remettre exclusivement à l'offre et à la demande courante sur les marchés mondiaux. Compte tenu de ces faits, le producteur peut voir facilement que s'il n'y avait aucune sorte d'accord, il lui faudrait exercer sa concurrence ouvertement sur les marchés mondiaux.

C'est alors que cette crainte que nous nourrissons depuis des années et cette dure expérience que nous avons eue dans les années 30 nous montrent bien que nous pouvons facilement nous expulser nous-mêmes du marché, à cause de la hausse de nos prix. Toutes les observations qu'on a faites dans les revues et journaux agricoles semblent toujours se ramener à cet argument. Telle semble être la principale inquiétude du producteur aujourd'hui. Dans ce genre de marchandage, ce qu'il craint le plus c'est d'être écarté du marché et puis de créer une panique dans les pays importateurs; il en résulterait que le rythme de la production de blé augmenterait dans ces pays, par suite de cette stimulation artificielle. Les résultats désastreux des années 30 se reproduiraient.

Il est très consolant de se rendre compte que même si le Royaume-Uni ne signe pas l'accord, un grand nombre de pays exportateurs ont pu négocier un ensemble de conditions. Tous les pays exportateurs les ont acceptées; 65 p. 100 des pays importateurs les ont suivis, de sorte que les producteurs peuvent envisager l'avenir avec plus de confiance, je crois, que s'il n'y avait pas d'accord. Je suis d'avis qu'il convient de féliciter chaleureusement les négociateurs et les ministres d'avoir pu en arriver à la conclusion d'un accord, malgré

le manque d'unanimité des pays représentés. Comme je l'ai dit, je crois que nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

Il est permis de dire, je crois, que nous serions tous heureux de voir le Royaume-Uni participer à l'accord. Il est également permis de dire, je pense, que, vu le sentiment général de nos producteurs, nous avons, en réduisant le prix à \$2.05, probablement consenti toutes les concessions qu'ils nous permettaient de consentir. En outre, les États-Unis ont eu soin de préciser qu'ils ne consentiraient pas d'autres concessions; il était donc très important pour nous de faire en sorte que les États-Unis restent partie à l'accord. Autrement dit, il valait mieux, si la chose était le moins possible, que tous les pays exportateurs souscrivent à l'accord.

Nous pouvons, je le répète, envisager l'avenir avec une certaine confiance, car la Grande-Bretagne, même si elle a refusé de le faire jusqu'ici, pourra toujours adhérer à l'accord plus tard. Un autre élément entre en jeu: la fermeté actuelle du marché des céréales. Tous les spécialistes, y compris le président de la Commission canadienne du blé, s'accordent à dire qu'on n'aura pas, ou qu'on ne devrait pas avoir, de difficulté à vendre la récolte cette année. Voici les paroles que la *Free Press* de Winnipeg, dans son numéro du 6 décembre 1952, attribuait au président de la Commission du blé:

... la Commission peut vendre les énormes stocks de blé du pays, que l'accord international sur le blé soit renouvelé ou non.

Telle est l'assurance que, en réponse à une question d'un délégué, a donnée M. McIvor au syndicat des cultivateurs de la Saskatchewan, lors du congrès annuel de cet organisme.

Il ignore, a-t-il dit, si les prix seraient meilleurs ou moins bons si l'accord n'était pas renouvelé. Cela dépend de l'offre et de la demande sur le marché mondial d'ici quelques années.

Ce que je veux signaler, c'est qu'au moins pour le moment et pour l'année prochaine, le marché semble être assez ferme. Tout nous fait espérer que notre situation sera bonne. Pour ma part, je redouterais fort la concurrence ouverte des États-Unis, étant donné surtout que la production de blé est financée grâce à l'aide de l'État. Nous serions alors placés dans une situation très délicate. C'est là, je pense, une des principales raisons pour lesquelles les producteurs, dans l'ensemble, feront bon accueil à l'accord même sous sa forme actuelle.

**M. W. G. Dinsdale (Brandon):** Jusqu'à présent, dans le débat de cet après-midi, seuls ont pris la parole les députés de l'Ouest. J'imagine que la chose était inévitable, étant donné que la mesure à l'étude est extrêmement importante pour les provinces de l'Ouest.